



Marcus Bleasdale

## LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE COMPTE: LES CHANGEMENTS REQUIS POUR CONSTRUIRE LA PAIX

Louisa Lombard<sup>1</sup>  
Carlos Montes

Mars 2022

Conflits endémiques violents, élites kleptocratiques, générations bénéficiant au mieux d'une scolarité intermittente, des milliers de femmes décédant en couches chaque année ; cette liste très partielle des nombreux défis auxquels la République Centrafricaine (RCA) fait face pourrait laisser penser que la situation du pays est en réalité sans espoir. Ce n'est pas le cas. Néanmoins, faire bouger les choses nécessite plus d'honnêteté dans l'évaluation des besoins que cela n'a été le cas jusqu'à présent. Arriver à une RCA plus prospère et pacifique n'exige pas seulement un changement de politique (bien que cela soit également nécessaire), mais aussi un changement au niveau comportemental et institutionnel, auquel devront participer tous les acteurs qui ont intérêt à parvenir à ce niveau de prospérité. Dans cette note, nous nous pencherons d'abord sur la situation actuelle à laquelle les Centrafricains et d'autres parties prenantes font face. Nous suggérerons ensuite un éventail d'approches pouvant permettre d'améliorer la vie de millions de Centrafricains qui sont en difficulté depuis bien trop longtemps.

“La RCA a plus été un pays en devenir qu'un pays s'étant concrétisé... ; les différents acteurs et institutions en quête d'autorité et de privilège se sont rendu compte que la violence et la coercition”.

La République Centrafricaine se situe précisément où son nom l'indique: au centre géographique du continent africain. Depuis la fin de la colonisation territoriale officielle (entre 1890 et 1960), la RCA a plus été un pays en devenir qu'un pays s'étant concrétisé. Il couvre une aire géographique vaste (à peu près la taille du Texas), n'ayant cependant qu'une faible population (plus ou moins 5 millions de personnes, bien que les statistiques ne soient pas précises), et un très petit budget gouvernemental. Le fait d'être un pays éloigné, sans accès à la mer et isolé, avec peu de moyens et une population limitée, a rendu difficile la création par les dirigeants d'un contrat social constructif ; les différents acteurs et institutions en quête d'autorité et de privilège se sont rendu compte que la violence et la coercition sont des méthodes promptes à mobiliser et intimider les populations. Le voisinage n'est pas non plus favorable : la plupart des voisins de la RCA (le Tchad, le Soudan, le Soudan du Sud, le Cameroun et la RDC) ont également à gérer leurs

<sup>1</sup> Louisa Lombard, professeur à l'Université de Yale. Auteur de *State of Rebellion and Hunting Game*. Carlos Montes est le conseiller principal du programme *Pathways to Prosperity*, Legatum Institute et Visiting Fellow à la Judge Business School de l'Université de Cambridge.

“Les gouvernements de la RCA ont délégué la responsabilité d’élaborer une vision et un projet pour le pays à des intervenants externes”.

propres conflits armés et les grandes difficultés de leurs citoyens. Certains groupes armés provenant de ces pays voisins ont également joué un rôle important dans l’exacerbation des dynamiques de violence internes en RCA.

La RCA est souvent catégorisée parmi les conflits oubliés car elle n’attire en effet pas autant l’attention que d’autres pays plus connus – cependant, les efforts internationaux de consolidation de la paix, d’aide au développement et d’assistance humanitaire dans le pays ont considérablement été accrus au cours de la dernière décennie. Diplomates, autres intervenants, ainsi que les Centrafricains, considèrent néanmoins que de continuer d’interagir en usant de modes de fonctionnement colonialistes reste opportun. Les gouvernements de la RCA ont délégué la responsabilité d’élaborer une vision et un projet pour le pays à des intervenants externes ; lorsque ces propositions s’avèrent irréalisables ou que leur application manque d’efficacité, intervenants et membres du gouvernement se renvoient la responsabilité pour ces échecs. Lorsque les accords en place sont rompus, peu prennent leurs responsabilités. De ce fait, les problèmes persistants en RCA sont en réalité moins une question de manque d’attention que d’absence de prise de responsabilité et de besoin urgent d’opérer un changement de comportement.

Plus précisément, nous suggérons moins de pratiques néocolonialistes et plus d’intégrité, au travers des mesures suivantes.

- **Un véritable cessez-le-feu**, qui devra être à l’initiative du gouvernement. La Mission Intégrée des Nations Unies opère dans le pays depuis 2014 et se doit de développer une crédibilité diplomatique et une capacité réelle pour s’assurer que le cessez-le-feu est respecté par le gouvernement et par les groupes armés.
- **Accords de paix locaux.** Bien que n’étant pas ce qui se fait de mieux en la matière, ils peuvent permettre une réduction de la violence et des perturbations auxquelles les populations font face localement.
- **Effort international** de consolidation de la paix concentré sur la prévention de la violence. Un moyen d’y parvenir est de réduire les problèmes transfrontaliers.
- **Responsabilité du gouvernement** pour l’élaboration de la vision et du projet en matière de développement et d’intégration des citoyens. Pour leur part, diplomates et donateurs devraient soutenir les gouvernements nationaux et locaux lorsque ces projets se concentrent sur la décentralisation et les moteurs du conflit, et se retirer lorsque la vision du gouvernement entre en contradiction avec les normes internationales ou les termes des accords précédemment établis.
- Décentralisation

La décentralisation est un des objectifs dont il a été fait grand cas en RCA pendant plus de quinze ans. Objectif coûteux, et qui ne s’est que très peu traduit dans les faits. Il existe quelques exceptions, comme le programme de Zones Cynégétiques Villageoises, soutenu par ECOFAC, le programme de conservation financé par l’UE. La décentralisation n’est pas impossible, mais le processus lui-même devrait être décentralisé.

L’accent devrait être mis plutôt sur la décentralisation des infrastructures (finance, télécommunications, routes) et des mécanismes de responsabilité locaux (transparence comptable, fiscalité locale, emploi), que sur la décentralisation des ministères gouvernementaux.

“... diplomates et donateurs devraient soutenir les gouvernements nationaux et locaux lorsque ces projets se concentrent sur la décentralisation et les moteurs du conflit”.

**“La RCA était alors un site d’immigration, particulièrement pour les marchands musulmans et autres hommes d’affaires, qui ont vu dans le pays un endroit favorable pour les affaires et installer leurs familles”.**

## UNE COURTE HISTOIRE DU PRÉSENT

Oubangui-Chari, la plus pauvre et la plus négligée des colonies françaises en Afrique, est devenue l’indépendante RCA en 1960. La nouvelle élite gouvernementale a persisté dans l’ignorance anti-paysanne des colonisateurs qui l’ont précédée, et a largement ignoré les besoins de la population<sup>1</sup>. Jean-Bédel Bokassa prend le pouvoir par coup d’état en 1965, et alors que son régime se fait de plus en plus autocratique et erratique, il s’efforce de réaliser sa vision de grandeur centrafricaine. Son héritage est encore visible de nos jours, notamment au travers de l’université et de la station de télévision (les deux ayant été les premières de leur genre dans la région), et des bâtiments de style moderniste pour les ministères et autres édifices gouvernementaux qu’il a construits. Durant cette période, les Centrafricains identifient plusieurs sujets sur lesquels ils doivent travailler (par exemple, étendre le système scolaire et le rendre plus adapté aux réalités centrafricaines) ; les activistes et intellectuels considérant ces sujets stimulants plutôt que de les voir en tant de problèmes insurmontables. La RCA était alors un site d’immigration, particulièrement pour les marchands musulmans et autres hommes d’affaires, qui ont vu dans le pays un endroit favorable pour les affaires et installer leurs familles. Il paraît nécessaire de s’arrêter sur ce passé proche, parce qu’il souligne à quel point le pays s’est dégradé (et ce, rapidement), et démontre que ce qui est considéré par certains comme un pays invalide n’a pas toujours été comme tel, et pourrait changer à nouveau.

Les dernières décennies ont été particulièrement terribles. Le gouvernement centrafricain a massivement sous-traité dans les années 1980 et 1990. L’aide externe (essentiellement française) a également diminué, et les donateurs internationaux ont fait pression en faveur d’une démocratie pluraliste. Comme conséquence, plus de violence politique, notamment mutineries et tentatives de coups. En mars 2003, le général François Bozizé prend le pouvoir dans la capitale, Bangui, avec l’aide de hommes d’armes tchadiens mobilisés par le président tchadien Idriss Déby. Braquages sur routes et prises d’otages ont longtemps été d’importants problèmes en RCA rurale, et après 2004 les populations dans le nord-ouest de la RCA ont renforcé les groupes de défense qu’elles avaient constitués pour les contrer. Ces groupes ont rapidement commencé à se confronter aux forces gouvernementales dans la région, et les premières révoltes contemporaines en RCA en ont été la conséquence.

S’en est suivie une décennie de consolidation de la paix, d’interventions humanitaires et d’aide au développement. Dans le même temps, les groupes armés ont continué de se former, un moyen pour les populations rurales d’exprimer leur mécontentement (bien qu’en réalité ces groupes ont rendu encore plus difficile la vie de ces populations), et/ou pour les élites politiques mises sur la touche de renforcer leurs arguments en faveur de leur retour en grâce. Les rébellions, et le fait que le Président Bozizé ait restreint le cercle de ses élites bénéficiaires ont marqué la période courant de 2005 à 2013, et à ces dynamiques s’ajoute un cycle d’interventions de consolidation de la paix qui n’a rien fait pour améliorer une situation de violence et d’exclusion politiques, bien au contraire. En effet, fin 2012, une importante coalition rebelle internationale a émergé, et malgré les tentatives de pourparlers, cette coalition, Seleka, a pris le pouvoir à Bangui en mars 2013. Les membres hétérogènes de Seleka ont gouverné de manière despotique et violente aux yeux des Centrafricains, générant rapidement de l’opposition. Les nombreuses personnes s’étant mobilisées contre eux se sont elles-mêmes nommées Anti-Balaka – bien que partageant le même nom, ces personnes constituaient plus un mouvement social qu’un véritable groupe uni. Ils n’avaient pas de structure unifiée ou globale et les différentes dynamiques au sein du mouvement et de son action étaient très variées.

“Le soutien russe a permis au gouvernement de la RCA d’envisager une victoire militaire définitive”.

Fin 2013, la violence avait atteint un niveau tellement élevé que l’Union Africaine a envoyé une mission de maintien de la paix, la MISCA, qui a été convertie en septembre 2014 en Mission Intégrée des Nations Unies (comportant donc des civils, militaires, policiers et observateurs militaires), la MINUSCA. Depuis, un autre cycle de rébellion/consolidation de la paix/restructuration gouvernementale a suivi. L’aide à la consolidation de la paix s’est focalisée sur la réforme des forces de sécurité, le désarmement, la démobilisation et la réintégration, ainsi que sur les dialogues politiques nationaux et autres formes de consolidation de la paix post-conflit.

Deux récits principaux concernant le statut du pays ont émergé. Le premier, souvent proposé par les NU et les donateurs dans des cadres publiques et officiels, consiste à dire que tout s’améliore. Le conflit violent est réduit, et d’importantes étapes vers la paix et la reconstruction sont en cours de réalisation. L’autre, que l’on peut entendre de la bouche des Centrafricains eux-mêmes, en est l’opposé : les populations font face à des exactions encore plus violentes, à la fois de la part du gouvernement Centrafricain, de ses soutiens russes, et des groupes armés, et la situation économique n’a jamais été pire. Trois millions de Centrafricains ont besoin d’assistance humanitaire, y compris le 1.4 million de déplacés ; ces chiffres sont restés constants depuis presque une décennie. Les Centrafricains se sentent abandonnés, alors même que la présence des NU et des organisations humanitaires a été étendue.

Les deux récits sont véridiques – en partie. Ils sont également tous deux incomplets. Plusieurs changements se sont opérés depuis que Seleka a fait son apparition il y a presque dix ans:

- Différentes mesures dans le processus de consolidation de la paix ont été prises, notamment le dialogue national, les élections présidentielles, et la signature d’un accord de paix en 2019.
- L’immobilier et l’hôtellerie de luxe se sont développés à Bangui.
- Les bases des NU constituent une présence physique considérable dans beaucoup de communes et villes du pays.
- Le gouvernement de la RCA reçoit une assistance militaire de la Russie, y compris sous forme de mercenaires du Groupe Wagner, et ont ensemble repris le contrôle de beaucoup de communes.
- Les considérations des Centrafricains en ce qui concerne la nationalité sont devenues plus restrictives et excluantes.
- La religion, déjà une source latente de tension, est devenue une ligne de division sociale dure. Des efforts de réintégration ont été tentés, cependant, la défiance Chrétiens/Musulmans est toujours présente.
- Des accords de paix locaux ont apporté un semblant de stabilité dans leurs zones d’application, si ce n’est que temporairement.

Un des changements les plus importants a été l’arrivée de l’aide militaire russe en RCA en 2017. Le soutien russe a permis au gouvernement de la RCA d’envisager une victoire militaire définitive. Les Forces Armées Centrafricaines ont en effet repris plusieurs communes hors de la capitale, ce qui a eu un coût particulièrement lourd: la tendance croissante d’étouffer l’opposition et les allégations de violations des droits de l’homme au cours de la campagne de contre-insurrection<sup>2</sup>. Les conditions des donateurs et les exigences démocratiques ne sont plus qu’une façade, le gouvernement pouvant désormais obtenir de la Russie toutes les armes et équipements militaires qu’il souhaite. Certaines aides internationales qui avaient été promises ne se sont jamais concrétisées,

non pas parce que les partenaires internationaux se sont retirés; l'aide a stagné parce que le gouvernement n'a pas pris les mesures de planification et de mise en place nécessaires pour pouvoir l'obtenir. La priorité des membres du gouvernement était focalisée sur leur propre maintien au pouvoir après les élections présidentielles de 2020. Un nouveau récit gouvernemental a également émergé, concernant le besoin pour les Centrafricains de décider eux-mêmes de leur avenir, plutôt que de respecter les prérogatives des donateurs qui jusqu'à présent n'ont pas aidé à générer la prospérité à laquelle ils prétendent tous aspirer. Pendant ce temps, des dizaines de violations de l'accord de paix sont commises chaque jour, selon les NU.



"Central African Republic" by United Nations Photo is marked with CC BY-NC-ND 2.0

## ET MAINTENANT?

“Alors que les conditions matérielles des élites se sont améliorées, il reste encore les déplacés et les victimes de la faim, la sécurité alimentaire s'étant manifestement dégradée”.

La situation en RCA n'est pour le moins pas complètement bloquée. Néanmoins, le type de transformation que presque tous avaient espéré n'a pas eu lieu. Les plus grands perdants ont été les Centrafricains eux-mêmes. Alors que les conditions matérielles des élites se sont améliorées, il reste encore les déplacés et les victimes de la faim, la sécurité alimentaire s'étant manifestement dégradée. De ce fait, sortir du statu quo requiert une autre approche ; les différents acteurs devront s'astreindre à plus d'honnêteté, ce qui implique d'abandonner certains privilèges pour assurer un meilleur avenir à tous.

Plus précisément, une désescalade du conflit pourrait s'amorcer par la déclaration d'un cessez-le-feu par le gouvernement. Considérant la situation géographique, le passé historique, la distribution démographique et la dissension dans le pays, une seule partie prenante ne peut pas remporter le conflit armé, et les tentatives en la matière ont déjà causé beaucoup de souffrance. Le gouvernement devra en prendre conscience, et déléguer

**“Le soutien des partenaires internationaux au gouvernement devra réaliser que l'état wébérien qu'ils pensent créer en RCA ne devra pas partir de Bangui, mais des zones rurales, en faisant les efforts nécessaires pour soutenir une décentralisation véritable et la diminution de la violence. Jusqu'alors, les efforts de décentralisation n'ont eu que peu d'impact”.**

autorité et responsabilité à un niveau plus local. La MINUSCA devra s'adapter à ce nouvel environnement. Cette force internationale devra s'atteler à la prévention des incursions transfrontalières de groupes armés et bandits, assurer la sécurité dans les zones où elle opère, établir des accords de paix locaux, et surveiller l'application des cessez-le-feu. Les partenaires internationaux devront mettre leurs ressources en commun dans un fond de stabilité destiné à s'attaquer aux moteurs du conflit et à soutenir les accords de paix locaux<sup>3</sup>. Jusqu'à présent, les citoyens centrafricains n'ont vu que peu de différence entre les militaires, les rebelles et d'autres individus armés, dans la mesure où beaucoup utilisent leur pouvoir pour harceler la population et la piller. Un cessez-le-feu incluant des répercussions en cas de violation pourrait être le premier pas vers une nouvelle relation entre les Centrafricains et le secteur de la sécurité, fondée sur le respect mutuel.

Le soutien des partenaires internationaux au gouvernement devra réaliser que l'état wébérien qu'ils pensent créer en RCA ne devra pas partir de Bangui, mais des zones rurales, en faisant les efforts nécessaires pour soutenir une décentralisation véritable et la diminution de la violence. Jusqu'alors, les efforts de décentralisation n'ont eu que peu d'impact. Ils se sont focalisés sur les ministères ou sur des projets de réhabilitation de bâtiments. Décentraliser le pouvoir et les moyens financiers a été plus délicat, et de ce fait n'a que peu progressé. Il existe des exceptions, mais celles-ci ont en général été le résultat de concertations menées au niveau local plutôt que de mécanismes à grande échelle. Dans les années 2000, le programme de conservation ECOFAC, financé par l'UE, a développé un système à travers lequel les villages situés près de concessions de safari pouvaient bénéficier de la majeure partie des taxes sur la chasse et l'utiliser pour des projets de développement locaux. Bien qu'imparfait, ce système de transfert des revenus de la chasse pourrait constituer un précédent intéressant à développer plus largement. Ce qui est absolument requis, en revanche, sont des mécanismes créant du revenu et générant un système de responsabilité. Cela pourrait inclure des systèmes de fiscalité locaux au service de la population et générant des bénéfices tangibles, méthodes de comptabilité transparente, et création d'emploi.

Il existe également un précédent de ce type de système local de création de revenu responsable. Beaucoup d'individus dans le nord-ouest de la RCA cultivaient du coton pour le vendre, jusqu'à ce que les hommes d'armes tchadiens ne détruisent l'usine de conditionnement du coton en 2003, et que la présence des rebelles ne rende le transport routier très compliqué. Précédemment, les cultivateurs de coton contribuaient à leur association des producteurs de coton de la commune, qui utilisait une partie des fonds pour aider les plus nécessiteux et régler certains problèmes locaux (néanmoins pas systématiquement de façon démocratique – voir Bierschenk et Olivier de Sardan<sup>4</sup> pour une description de ce mode de stabilité rurale révolu). Le principe de ce type de système est de permettre aux Centrafricains de générer des revenus durables localement et développer ces mécanismes, plutôt que d'attendre une solution à leurs problèmes qui viendrait d'ailleurs.

Un autre pan qui requiert plus de décentralisation et de localisation est le secteur de l'infrastructure, en particulier l'infrastructure financière, les télécommunications, l'électricité et le réseau routier.

L'attention devrait aussi se porter sur la jeunesse. Les 18-45 ans constituent 60% de la population, et la plupart n'ont jamais connu autre chose qu'un pays dévasté par la violence, les révoltes et les interventions internationales. Le soutien et le mentorat sont deux aspects cruciaux, particulièrement sous la forme d'apprentissages. Le transfert d'argent dans les zones rurales pourrait également soutenir la création d'emploi. Les organisations humanitaires et de développement devraient prendre conscience qu'ils sont souvent les principaux employeurs dans ces régions, et prendre leurs responsabilités

en créant des emplois avec un semblant de droits pour les travailleurs. Actuellement, ces organisations voient la création d'emploi comme annexe à leur rôle de fournir de l'aide humanitaire, alors que leur impact est le plus important au travers des incitations qu'ils offrent aux volontaires qui réalisent leurs projets. Il est peu scrupuleux de parler de volontaires alors que ce sont en réalité des travailleurs et de leur payer une forme de compensation au lieu d'un salaire, alors que le système d'aide dépend essentiellement de leur travail. Les humanitaires devraient prendre les responsabilités qui sont les leurs, sachant qu'ils représentent le plus grand secteur économique du pays.



Shutterstock.com

## CONCLUSION

---

La RCA ne fait pas la une tous les jours, ce qui ne veut pas dire que son calvaire est complètement passé sous silence. En réalité, la RCA reçoit des sommes substantielles de la communauté internationale, directement sous forme d'aide humanitaire et en soutien à son gouvernement. Le pays accueille également une importante mission militaire des NU. Le gouvernement et les groupes armés ont pris des mesures de consolidation de la paix destinées à faciliter la transition de pays en conflit à un statut post-conflit. Les difficultés persistent cependant, en particulier pour la majorité des Centrafricains qui ont à peine assez pour survivre, et encore moins pour se payer le luxe d'envoyer leurs enfants à l'école (dans l'hypothèse où celles-ci ne sont pas fermées, comme elles l'ont souvent été depuis le milieu des années 1990).

“Pour que les changements de politiques puissent se faire, tous les individus des catégories citées précédemment se doivent d’être plus honnêtes et intègres dans les relations qu’ils entretiennent entre eux, et de prendre leurs responsabilités pour leurs actions et échecs”.

La situation peut évoluer, les changements de politiques comme ceux précédemment évoqués sont absolument cruciaux. Néanmoins, ces changements doivent d’abord passer par un bouleversement dans la façon dont les gens interagissent en RCA. Les politiques sont au final mises en œuvre par les populations, et ce sont ces populations – membres du gouvernement, donateurs, diplomates, villageois, membres de groupes armés, et même analystes et chercheurs – qui sont sur la sellette en RCA. Les partenaires internationaux déplorent les violations de l’accord de paix en privé alors qu’ils vantent publiquement l’engagement du gouvernement et des groupes armés pour la paix ; les membres du gouvernement parlent beaucoup de développement mais ne prennent aucune mesure pour acheminer les fonds des donateurs jusqu’à leurs administrés ; les membres des groupes armés prétendent se battre pour des motifs légitimes mais finissent par dévaster leurs propres régions dans le même temps. Les villageois centrafricains sont épuisés par les ravages de décennies d’instabilité mais continuent de voir les intervenants externes, plutôt qu’eux-mêmes, comme porteurs de solutions.

Pour que les changements de politiques puissent se faire, tous les individus des catégories citées précédemment se doivent d’être plus honnêtes et intègres dans les relations qu’ils entretiennent entre eux, et de prendre leurs responsabilités pour leurs actions et échecs. Il serait bien plus simple de persister dans les comportements d’hier, de maintenir l’écart entre les déclarations publiques et les actions et opinions privées, et de se focaliser sur le protocole plutôt que sur l’intégrité et les standards de rigueur. La paix et la prospérité sont cependant en jeu ; il est urgent d’inscrire à l’agenda un changement radical dans la façon dont les acteurs-clé se comportent.

#### Endnotes

- 1 Zocizoum, Yarisse. 1984. Histoire de la Centrafrique, tome 2 (1959-1979). Paris: l’Harmattan
- 2 Bax, P. 2021. “Russia’s Influence in the Central African Republic,” *International Crisis Group*, 3 décembre 2021, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/central-african-republic/russias-influence-central-african-republic>, consulté le 17 février 2022
- 3 L’IPIS (International Peace Information Services) a produit une cartographie détaillée du conflit : gouvernement v. rebelles, rebelles v. rebelles, population, ressources, etc. En y ajoutant les travaux internes des NU, cette cartographie sert de guide dans le processus de désescalade, ainsi qu’à identifier où doivent être concentré les efforts les plus importants pour soutenir la consolidation de la paix au niveau local et les investissements dans les projets transfrontaliers.
- 4 Bierschenk, T. and J.-P. Olivier de Sardan. 1997. “Local Powers and a Distant State in Rural Central African Republic.” *The Journal of Modern African Studies* 35(3): 441-468.

## Central African Republic

### 1894-1960 Colonial era & independence

#### Régime colonial

- 1894-1960, Colonie française
- A partir des années 1940, prémices d'ouverture à une gouvernance participative
- Le travail forcé utilisé par les Français et la classification ethnique renforcée
- Sont un terreau fertile pour l'exploitation et les tensions ethniques

#### ▽ Boganda

- 1958 La RCA obtient son autonomie gouvernementale sous l'égide de Boganda, président du MESAN
- 1959 Décès de Boganda

#### ▽ Dacko

- 1960 La RCA acquiert son indépendance
- 1960-1965 Dacko gouverne la RCA sous le régime du parti unique

### 1965-1979 Bokassa et Empire

- 1965 Le Commandant Jean-Bedel Bokassa évince Dacko lors d'un coup d'état
- 1972 Il s'autoproclame empereur à vie
- 1976 Il rebaptise le pays l'Empire centrafricain
- 1979 Le régime commet de graves actes de violence à l'encontre de manifestants mineurs



### 1979-2013 Succession de coups d'état et prises de pouvoir

Dacko évince Bokassa lors d'un coup d'état soutenu par les Français



1981

Le Commandant André Kolingba évince Dacko

Les restrictions sur les partis politiques sont levées



1992

Kolingba remporte les élections mais les résultats sont annulés

Ange-Félix Patassé remporte les élections



1993

1996-7 Mutineries en série

Patassé est réélu



2003

Bozizé prend Bangui et s'autoproclame président

L'instabilité et l'insurrection règnent dans certaines régions, beaucoup sont forcés de fuir, plusieurs forces de maintien de la paix sont déployées



2003-2013

La milice musulmane Seleka prend le pouvoir



2011

Bozizé est réélu malgré des suspicions de fraude massive

### 2013-2017 Seleka et la déliquescence de l'Etat

- 2013 Le chef de Seleka Michel Djotodia est intronisé président
- 2014 Djotodia démissionne et Catherine Samba-Panza prend sa place en intérim
- 2015 Une nouvelle constitution est adoptée, des élections sont tentées mais annulées par la suite
- 2016 Le Président Touadéra est élu
- 2017 La violence s'intensifie et nombreuses organisations humanitaires se retirent compte tenu du danger



- Les infrastructures substantielles de l'Etat sont détruites
- La violence entre milices chrétiennes et musulmanes s'intensifie
- Plusieurs milliers de déplacés et augmentation des violences sexuelles

### Actuellement



2020

Touadéra est élu pour un second mandat



La violence chronique continue de sévir en RCA



Environ 1.5 million de personnes ont été déplacées par le conflit



Environ 83% de la population vit dans la pauvreté



Au moins 14 groupes militaires différents opèrent en CAR, y compris le Groupe Wagner

### Historique des accords de paix nationaux



13 accords de paix majeurs ont été signés

- Le premier: l'accord de paix global de Libreville en 2008
- Signataires = 3 groupes armés + gouvernement
- Le dernier en date: l'accord de Khartoum en 2019
- Signataires = 14 groupes armés + gouvernement
- Garants = UA, La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
- Intermédiaires = l'Angola, le Cameroun, la RDC, le Gabon, le Soudan, le Tchad, la Guinée Equatoriale



Points communs

- Tous ont échoué à instaurer une paix durable
- Le partage du pouvoir a augmenté avec le temps
- La stratégie de transition se fait au travers du désarmement, non pas de la résolution
- Violations répétées qui restent impunies